

Développements macroéconomiques récents

La croissance économique est évaluée à 3,2 % en 2021 après un recul à 2 % en 2020, soutenue du côté de l'offre par une reprise de la production de minerai de fer et par la relance dans d'autres secteurs clés, et du côté de la demande, par des exportations à la hausse dans les secteurs minier et agroalimentaire. Entre 2020 et 2021, l'inflation est passée de 13,4 % à 11 % (principalement grâce à la reprise de la production et du commerce) ; le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 5,6 % à 7,1 % du PIB (impact de la guerre Ukraine-Russie) ; la dette publique a augmenté de 74 % à 75 % du PIB ; et le déficit du compte courant a diminué, passant de 16,7 % à 13,9 % du PIB (amélioration de la demande des matières premières), et il est majoritairement financé par le compte financier, notamment par les IDE.

Les réserves de change brutes sont passées de 653,8 millions USD fin juin 2020 à 695 millions USD un an plus tard (soit 4,6 mois de couverture des importations), reflétant le décaissement de l'aide à la balance des paiements et l'allocation de DTS de 283 millions USD (6,5 % du PIB) ; sur ce montant, la majorité sera utilisée pour renforcer les réserves, 39 millions USD seront consacrés aux domaines liés à la pauvreté et 9 millions USD aux arriérés de paiement. Le taux de change est resté relativement stable. Le secteur financier de la Sierra Leone reste sous-développé, mais globalement solide, avec un ratio d'adéquation des fonds propres de 41,8 % pour un minimum réglementaire de 15 %. Le pays connaît un taux de pauvreté élevé (56,8 % en 2018), d'importantes inégalités de revenu, et un fort taux de chômage chez les jeunes (70 %) qui peuvent être attribués à une faible croissance et à un manque de diversification économique.

Perspectives et risques

On prévoit une accélération de la croissance à 4 % en 2022 (soutenue par le secteur minier et la reprise dans l'agriculture, l'industrie, le bâtiment et le tourisme), avec un léger redressement à 4,2 % en 2023. L'inflation devrait se situer à un taux de 16,8 % en 2022 en raison de la guerre Ukraine-Russie, mais retomber à 14,3 % en 2023. Le déficit budgétaire devrait se

réduire à 4,4 % du PIB en 2022 et à 4 % en 2023 grâce à des recettes fiscales plus élevées liées à la reprise de l'activité économique et à la rationalisation des dépenses. Le déficit du compte courant devrait se creuser à 16,6 % du PIB en 2022 en raison de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, puis retomber à 13,6 % du PIB, en 2023, la reprise de la production de minerai de fer devant stimuler les recettes d'exportation. Parmi les risques à la baisse figurent : la guerre Ukraine-Russie, une recrudescence imprévue des cas de COVID-19 ; une hausse plus importante que prévu des prix mondiaux des carburants ; des denrées alimentaires et des coûts de fret ; et une baisse des prix du minerai de fer. Le gouvernement a pour but d'étendre le déploiement de la vaccination et d'accélérer les réformes visant à diversifier et à transformer l'économie pour la rendre plus résiliente face aux chocs extérieurs récurrents.

Changement climatique et options de politiques publiques

La Sierra Leone est très vulnérable au changement climatique, plus particulièrement aux événements climatiques extrêmes tels que les températures élevées, les schémas météorologiques irréguliers, les tempêtes récurrentes, les inondations, les coulées de boue et la hausse du niveau de la mer. En 2019, le pays était classé au 86^e rang de l'IRC. La Sierra Leone a adopté une Politique nationale du changement climatique et son Plan de développement national à moyen terme de 2019–2023 souligne la nécessité d'harmoniser les programmes pour l'environnement, le climat et le développement économique afin d'atténuer les causes du réchauffement climatique et de permettre aux habitants de s'adapter. La CDN de la Sierra Leone souligne que l'atténuation du changement climatique est particulièrement cruciale, car le pays est parmi ceux qui ont le moins de capacités pour s'y adapter. La CDN envisage de réduire les émissions de GES de 10 % en 2030 sur les 74 655 Gt éqCO₂ émis en 2020. Les besoins de financement de la CDN sont estimés à 2,76 milliards USD pour la période 2020–2030, à mobiliser auprès de sources publiques et privées et de l'aide internationale dans le cadre du Fonds pour l'environnement mondial et du FVC, du transfert de technologies et de l'assistance technique. La Sierra Leone est susceptible d'atteindre l'ODD 13 d'ici 2030.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.